

SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

Belgique -Belgie
PP
40-49 LIEGE X
9/2858



ATTAC-LIÈGE

Bimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège [asbl] • n° 55 • avril-mai 2009

attac

Association pour la **T**axation des **T**ransactions financières pour l'**A**ide aux **C**itoyens



Titom



Assemblée générale

Vendredi 12 juin à 19 h
grande et joyeuse commémoration des
dix années de la naissance d'ATTAC
à Liège, rue du Beau-Mur, 48

Crise, récession, dépression... «Mais il est bien court le temps des cerises ! » De Seraing à Kolwezi, les entreprises ferment ou 'rationalisent'. Les banques poursuivent leur dérive en s'accrochant aux plantureux filets de sauvetage lancés par les pouvoirs publics. Ni rossignol, ni merle en fête, nul n'a le goût de la moquerie. Peu de mouvements de colère, peu de signes de révolte aux alentours de nos chaumières. Pourtant, même si les médias passent sous silence pas mal de manifestations, les populations de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Grèce, du Portugal, de Bulgarie et d'ailleurs, bougent et s'insurgent. Des mobilisations massives ont donc bien lieu, mais jusqu'à présent guère dans notre bon Royaume.



Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,
48, rue du Beau Mur
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
liege@attac.be
www.local.attac.org/liege/
Permanence les mardis,
mercredis et vendredis
de 10 à 13 heures.

Attac-Wallonie-Bruxelles

wal-bxl@attac.be

Cotisations

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (1,25 euros/deux mois*)
- 15 euros pour les actifs (ou 1,25 euros par mois*)
- 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois*)

compte n° 001-3324624-25

* si vous optez pour l'ordre permanent

Payez bien vite votre cotisation 2009, et si ce n'est déjà le cas, songez à une cotisation par ordre permanent.

Serait-ce peut-être qu'en Belgique nous aurions un pourcentage élevé de travailleurs syndiqués enrôlés dans des rouages de concertation sociale trop bien huilés ? Et de là, un sentiment d'une plus grande sécurité ? Alors que la FGTB wallonne lance sa campagne «le capitalisme nuit gravement à la santé», on pourrait se demander si les syndicats ne jouent pas un rôle temporisateur, un peu à la façon de l'église méthodiste en Angleterre au moment où un peu partout ailleurs en Europe, travailleurs et exclus se révoltaient en 1848 ? Quoique, à en juger par les alternatives communes à divers mouvements sociaux, y compris les syndicats, lesquelles ont été mises en forme lors de la journée «Convergence pour une sortie de crise»¹, les propositions et volontés d'action ne sont pas en rade. Nous le soulignons dans le numéro précédent, les initiatives progressistes se multiplient, parfois inscrites dans la durée, comme celle du centre social autogéré «La Chauve-Souris»².

Mais, face à de telles urgences sociales, environnementales, ... comment se fait-il qu'une si petite proportion de la population se retrouve dans les «assemblées populaires» ou autres lieux d'analyse collective et d'expression de résistance citoyenne ? L'important patrimoine mobilier des Belges révèle-t-il une bourgeoisie importante, suffisamment nantie pour se sentir à l'abri, à côté d'une population résignée, habituée de longue date à l'exclusion ? Est-ce cette dualisation qui paralyse ? Ou bien encore, les travailleurs, souvent précaires, dégustent-ils les charmes de la compétitivité et de la flexicurité à tout crin, jusqu'à n'en plus pouvoir ou n'en plus vouloir ?

Toujours est-il qu'au sein des peuples et à l'échelle de la planète, un autre printemps couve. A quand l'éclosion ? Qui sait, peut-être quelques grains de plus auront-ils germé lors de notre université d'automne, ouverte à tous, les 19 et 20 septembre prochain, au centre culturel de Seraing. «**Temps des crises,**

temps des cerises ?», tel en sera le sujet central. De quelles crises s'agit-il ? Dans quelles expériences alternatives piocher pour «cueillir en rêvant» ? Quelles actions citoyennes construire pour chanter à nouveau ? Nous souhaitons très fort que du nombre rejaillissent des chœurs.

Nous ne resterons toutefois pas bec ouvert d'ici là. ATTAC-Liège propose deux rendez-vous de choc avant l'été.

Un moment de mise en perspective qui ne manque pas de hauteur et fait vibrer l'esprit critique : le film *Chomsky & C°*, avec Jean Bricmont pour débattre avec la salle, le **jeudi 28 mai** au Parc.

Le vendredi 12 juin, la grande et joyeuse commémoration des **dix années de la naissance d'ATTAC**, votre association bien aimée. La fête conjuguera souvenirs, retrouvailles, projets, utopies, cocktails sans molo-tov, gourmandises, musique à gogo, chansons pour talentueux, rock, tango, mazurka, pop, twist ou samba selon les carnets de bal ! Profitez-en pour amener vos amis au club ! Ce soir-là, crise, éducation populaire, et surtout rancoeurs et tensions, nous les mettons au placard.

¹ Voir compte-rendu dans le bulletin précédent et synthèse dans ces pages.

² Un lieu qui était à l'abandon dans le haut de la rue Chauve-Souris a été transformé en un centre qui rassemble des projets dans une optique politique, en essayant de critiquer le système capitaliste et de construire des alternatives. Une action en justice est en cours malgré la volonté des squatteurs de s'entendre avec les propriétaires, mais bien que le jugement soit reporté à l'automne ceux-ci (l'asbl CJS) ont envoyé une pelleteuse démolir les fenêtres du bâtiment le 23 mars dernier.

« REMETTRE LE CAPITALISME À SA PLACE »

CR conférence à quatre voix, 27 mars 2009

Le vendredi 27 mars, à la fin de la Semaine de la solidarité internationale coordonnée par D'autres mondes, nous nous sommes retrouvés, à vrai dire, à moins de trente, à la salle Article 23, accueillante comme toujours, par sa disposition, mais aussi par le sourire de ceux qui y travaillent contre vents et marées.

Vicky Goossens retraçait le cadre : la crise est globale et systémique, c'est la crise du capitalisme. La crise est financière, monétaire, économique, alimentaire, énergétique, écologique. Vicky rappelle en quelques mots simples le fonctionnement d'un mécanisme financier aux effets particulièrement pervers : le rachat financé par emprunt que l'on appelle 'à effet de levier' (Leverage Buy-Out' ou LBO) : telle société emprunte pour racheter une entreprise en difficulté, la dope artificiellement, les actions flambent et tout aussitôt les acheteurs revendent. Les prêts hypothécaires à des ménages peu solvables (qui doivent donc payer un taux plus élevé *subprime* par rapport au *prime rate* dont bénéficient les bons payeurs) relèvent de la même logique tordue. Le marché de l'immobilier semblait promis à une hausse sans fin, et les prêteurs en cas de non paiement récupéraient un bien dont la valeur avait de toute façon augmenté. Et puis patatras, sous l'effet de trop de ruptures de paiement, il commence à s'effondrer. Nous nous trouvons donc dans l'engrenage du *credit crunch* ou crise de crédit généralisée, dont les effets se font sentir tous azimuts : la demande se réduit, les entreprises ferment ou 'rationalisent' et le chômage s'emballe (en Belgique la Banque nationale donne le chiffre de 550000, mais dans les faits il y en a plus d'un million 300000). Comme nous l'avons déjà entendu à maintes reprises, la cause profonde de la crise actuelle se trouve dans la perte progressive de pouvoir salarial face à une productivité qui n'arrête pas d'augmenter. La parade capitaliste, qui ne pouvait fonctionner qu'un temps, c'était le crédit. Aujourd'hui, l'État voudrait

faire durer le mythe de la croissance des biens matériels grâce au crédit, mais une autre limite est atteinte, celle de résistance de la planète (épuisement des ressources et pollutions). La crise actuelle révèle l'étendue de l'exploitation par accaparement de la plus-value.

Daniel Puissant présente des mesures sur le plan financier, telles qu'elles se sont dégagées lors d'une rencontre de forces progressistes organisée le 14 février par le Réseau pour la Justice fiscale et le Financieel Actie Network.

- Lutte contre les paradis fiscaux ;
 - Renforcement de la Directive sur l'imposition de l'épargne (doit s'appliquer à tous les revenus mobiliers y compris les dividendes, aux sociétés comme aux personnes physiques, et dans les 27 pays de l'UE, alors qu'aujourd'hui Autriche, Luxembourg et Belgique jouissent d'un régime de faveur);
 - Abolition du secret bancaire qui empêche d'établir un cadastre des fortunes et donc de taxer les revenus mobiliers.
- Les outils financiers et bancaires à développer dans ce but sont
- la distinction entre les métiers des banques (épargne et investissement) ;
 - un contrôle renforcé et supranational ;
 - une information correcte des consommateurs sur les produits proposés ;
 - l'interdiction de ventes à découvert ;
 - la mise en place d'un mécanisme international assurant la traçabilité des mouvements de capitaux ;
 - l'application d'une taxe sur toutes les transactions monétaires et boursières ;
 - la recréation d'un pôle bancaire public qui favorise un développement social et respectueux de l'environnement.

Denis Horman passe à une approche plus politique : comment limiter la casse sociale par plus de démocratie économique ? Il nous rappelle les paroles prophétiques



Illustration de Pierre Bailly

d'Albert Einstein dans un éditorial de la *Monthly Review* qui démontre comment le capital privé menant à la concentration du pouvoir économique vient contrecarrer l'exercice de la démocratie par influence directe sur les élus mais aussi par le contrôle qu'il exerce sur l'enseignement et les médias, et propose donc que les moyens de production soient aux mains de la collectivité. Nous constatons en effet que l'appropriation privée du système de production entraîne la dépossession des travailleurs et des paysans. Il n'est plus temps de moraliser, refonder ou réguler un système en crise. Il nous faut mettre en œuvre un plan d'urgence sociale qui s'appuie sur une autre répartition des richesses via 1) la justice sociale (et donc la modération actionariale), 2) la justice fiscale. L'objectif doit être un socialisme auto-gestionnaire avec contrôle démocratique à tous les niveaux.

Eric Nemes enfin nous parle de la concertation sociale en Belgique. Si d'un point de vue économique, une action = une voix, du point de vue social, un travailleur = une voix. Les négociations entre patronat et syndicats ont lieu au niveau interprofessionnel, sectoriel, puis par entreprise. La mondialisation entraîne une grande complexification des réseaux de filiales qui rend plus difficile la riposte des travailleurs aux exigences des patrons quand ceux-ci parlent de compétitivité ; or il faut que les travailleurs découvrent ce qu'il en est réellement et s'organisent pour coopérer avec leurs camarades des entreprises sœurs et concurrentes. Il faut limiter

« REMETTRE LE CAPITALISME À SA PLACE »

la flexibilité des contrats (refuser les cadres spéciaux, l'outsourcing, les intérimaires), du temps de travail (pas d'horaire variable ou de temps partiel), des statuts. Il faut que le travail reprenne sa place face au capital. Les travailleurs organisés en syndicat doivent exercer leur droit et directement, en négociant, dans les entreprises, et les Commissions paritaires, prendre la part de cette valeur ajoutée qui leur revient légitimement au moment et sur le lieu de sa production. Globalement, ils doi-

vent récupérer la part de la valeur ajoutée perdue par le travail au profit du capital (notamment via le processus de flexibilisation et d'endettement).

Dans le débat avec la salle, notons la question du démantèlement des services publics, notamment la Poste, et le manque de réaction des syndicats, qu'Éric explique e.a. par l'absence de conseils d'entreprise dans les services publics, puisqu'il n'y avait pas création de plus-value, et le manque de solidarité fédérale vu

un certain corporatisme des comités de concertation. La proposition de limiter le temps de travail a bien été soumise aux travailleurs, mais la peur de perte de pouvoir d'achat l'a emporté sur la solidarité et la rationalité collective (car qu'arrive-t-il si le travailleur se retrouve au chômage ?). La question de la croissance et du climat est soulevée et la réponse est dans une 'décroissance sereine' qui comprend une véritable croissance de tout ce qui est services aux personnes.

LE CITOYEN ET SA BANQUE

CR conférence, 23 avril 2009

Ce jeudi 23 avril, dans la salle Article 23, nous recevions Jean-Pierre Hupkens, actuellement échevin de la culture mais surtout, dans ce cadre, ancien gérant au Crédit communal et chez Dexia, Bernard Horrenbeek, directeur du Crédal, et Olivier Marquet, directeur de Triodos (Belgique).

Comme l'a souligné Hupkens, c'était un peu mélanger des pommes et des poires, dans la mesure où des initiatives de type coopératif comme le Crédal ou Triodos n'ont pas la même vocation que la mission d'une banque publique : participer au maillage social, tout comme le facteur, autre espèce en voie de disparition.

L'histoire du Crédal remonte à environ 25 ans. A partir de la prise de conscience que l'argent, c'est du pouvoir et que les banques traditionnelles faisaient aussi bien des investissements en Afrique du Sud en plein régime d'apartheid que dans des contextes moins suspects, les premiers coopérateurs ont fondé une coopérative de financement alternatif qui aide essentiellement des entreprises d'économie sociale ou consent des crédits à des particuliers mais en entreprenant toujours de remettre les finances du ménage en équilibre. Il n'y a pas de dividendes aux coopérateurs mais l'engagement de pouvoir retrouver le

capital investi + une augmentation qui correspond à l'inflation. De même, le personnel est en grande partie composé de diplômés de haut niveau qui pourraient gagner davantage ailleurs mais choisissent la convivialité du partage avant le salaire (souvent gagné, ailleurs, dans des conditions de stress de moins en moins supportables).

Olivier Marquet se sert d'un diaporama avec beaucoup d'images, tout en anglais (ce qui pose d'ailleurs quelques problèmes de traduction) pour présenter Triodos, fondé aux Pays-Bas il y a trente ans. Il parle lui aussi de conditions de travail agréables, de personnel de haut niveau, de financement uniquement dans l'économie réelle, donc sans produits structurés. Les projets financés doivent 'changer le monde' ; en fait une bonne moitié sont dans le domaine de l'environnement et tout particulièrement de la production d'énergie renouvelable, ceci par l'intermédiaire de sociétés bien insérées dans le système. C'est sans nul doute une banque plus 'éthique' que les autres, mais qui n'est pas engagée comme le Crédal dans une démarche sociale alternative.

Jean-Pierre Hupkens a, lui, tout d'abord contrasté les structures semi-publiques qu'étaient le Crédit communal et la CGER, aux noms explicites qui correspondaient à leur

vocation spécifique, avec leurs avatars privés, Dexia et Fortis, dont les noms jouent sur des suggestions subliminales (dextérité ; force, fortune). Dans ces nouvelles structures, la concurrence est généralisée, entre agences et entre employés, et le client n'est plus la personne que l'on rencontre et que l'on essaie d'aider au mieux mais le gibier à traquer, piéger, plumer. Le profit social de l'ancienne relation de proximité est perçu comme un coût insupportable pour l'entreprise. Le client n'a d'existence que s'il a des revenus. Il est converti en travailleur bénévole, puisque c'est lui qui effectue les opérations par Phone- ou PC-banking, opérations qui lui sont désormais par ailleurs facturées. Quant au personnel, il n'est plus là pour conseiller mais pour faire des chiffres de vente, sur des produits qu'il ne comprend plus étant donné l'opacité de l'ingénierie financière. Dans la structure franchisée de Dexia, il n'est pas impossible à un gérant avec derrière lui des années d'ancienneté de résister : de conserver une équipe solidaire, de refuser les quantifications individuelles, de préserver un rapport humain avec les clients. Pas impossible, mais difficile. C'est pour lui, comme pour ATTAC, une évidence que nous devons restaurer une banque publique, avec des objectifs sociaux.

SERGE LATOUCHE,

PETIT TRAITÉ DE LA DÉCROISSANCE SEREINE

Recension par Éric Nemes

Je vous invite vivement à lire ce «petit traité». En 150 petites pages A5 écrit grand, Serge Latouche fait, dans un langage simple et juste, la somme des positions sur ce sujet, brillant d'actualité.

« La décroissance n'est pas la croissance négative. Il conviendrait de parler d' »a-croissance », comme on parle d'athéisme. C'est d'ailleurs précisément de l'abandon d'une foi ou d'une religion (celle de l'économie, du progrès et du développement) qu'il s'agit.

S'il est admis que la poursuite indéfinie de la croissance est incompatible avec une planète finie, les conséquences (produire moins et consommer moins **globalement pour l'humanité**) sont encore loin d'être acceptées. En effet, il s'agit de produire et consommer autrement et surtout de répartir autrement les richesses produites.

Si nous ne changeons pas de trajectoire, la catastrophe écologique et humaine nous guette. Il est encore temps d'imaginer, sereinement, un système reposant sur une autre logique : une 'société de décroissance'.

Le territoire de la décroissance

Si le terme décroissance est d'un usage récent, l'origine des idées qu'il véhicule a une histoire ancienne liée à la critique « culturaliste » de l'économie d'une part, à sa critique écologiste d'autre part. L'empreinte écologique de notre mode de production est aujourd'hui insoutenable.

Combien serons-nous en 2050, date symbolique de l'heure de vérité ? 12 à 15 milliards comme le prévoyait le premier rapport de Rome du MIT ? 9 milliards, suivant les analyses des démographes se fondant sur la 'transition démographique' ? Beaucoup moins si la stérilité de l'espèce continue à progresser...

Décider de diminuer la population, soit en laissant mourir les pauvres, ou suite à une guerre atomique, ne résoudra pas le problème. Cela escamote le vrai défi qui est la logique de démesure de notre système économique et la corruption politique qui y est liée.

La décroissance, une utopie concrète.

« Pour vivre mieux, il s'agit désormais de produire et de consommer autrement, de faire mieux et plus avec moins, en éliminant pour commencer les sources de gaspillage (exemple : les emballages perdus, la mauvaise isolation thermique, la prééminence du transport par route ou par avion), et en augmentant la durabilité des produits », écrivait André Gorz en 1991.

Si on réfléchit bien au cycle de la vie, on est poussière, on grandit et se développe, on se réduit et on retourne poussière. Rien ne s'est créé ni perdu. C'est à se demander parfois comment notre civilisation dans un monde fini a pu imaginer que l'univers était infini et qu'elle allait pouvoir le coloniser en asservissant ou éliminant toute autre espèce.

On peut synthétiser le cercle vertueux de la décroissance en 8 R :

- ré-évaluer les valeurs sur lesquelles repose notre civilisation ;
- reconceptualiser, repenser le couple rareté/abondance ;
- restructurer l'appareil de production et les rapports sociaux qui y sont liés ;
- redistribuer entre le Nord et le Sud entre les pauvres et les nantis, entre l'homme et la nature ;
- relocaliser les productions et consommations ;
- réduire l'impact sur la biosphère ;
- réutiliser ;
- recycler.

Il ne s'agit pas d'un retour en arrière, mais de mettre fin à la suractivité, la surconsommation, le surpompage, la surcirculation, le surendettement, la surmédicalisation, le suréquipement,... Au centre des 8 R, et de chacun d'eux, il nous faut résister. La « décroissance sereine » ou a-croissance est un projet ancré localement.

La décroissance : un programme politique

Gorz a écrit : « tous ceux qui à gauche refusent d'aborder sous cet angle la question d'équité sans croissance, démontrent que le socialisme, pour eux, n'est que la continuation par d'autres moyens de rapports sociaux et de la civilisation capitalistes, du mode de vie et du

modèle de consommation bourgeois ». ¹

Pour enclencher les cercles vertueux de la décroissance, des règles de bons sens pourraient être adoptées : retrouver une empreinte écologique égale ou inférieure à une planète, intégrer dans les coûts de transport les nuisances, relocaliser les activités, restaurer une agriculture paysanne, transformer les gains de productivité en **réduction du temps de travail** et en création d'emplois, impulser la production de biens relationnels, réduire le gaspillage d'énergie, pénaliser fortement la publicité, décréter un moratoire sur l'innovation techno-scientifique, ... Bref il nous faut sortir de la société **travailleuse**. Partager un minimum de travail socialement indispensable et reconquérir du temps libre.

Sortir de l'économisme et de la croissance n'implique PAS de renoncer à toutes les institutions sociales que l'économie a annexées : communautés, coopératives, mutuelles, associations, ... mais à les **réenchanter dans une autre logique**. Et cela en rééquilibrant la contradiction entre l'individualisme et la liberté avant TOUT pour redonner un peu plus de place aux valeurs de partage, solidarité, égalité, fraternité.

Ceci est le seul espoir de sortir de l'oligarchie ploutocratique actuelle, qui conserve un semblant de démocratie formelle mais pourrait conduire à un écofascisme ou écototalitarisme.

Nous pensons que « l'insertion de la composante écologique dans un projet politique démocratique radical est indispensable », écrivait Cornelius Castoriadis dans *Une société à la dérive*. Faut-il pour autant créer un parti de la décroissance ? Nous ne le pensons pas. Il est prématuré d'institutionnaliser le programme de la décroissance.

Conclusion

La décroissance est un nouvel humanisme qui ne serait plus centré sur l'homme mais sur l'univers !

Serge LATOUCHE, *Petit traité de la décroissance sereine*, (Mille et une nuits, 2007)

¹ *Ecologie et liberté*, Edition Galilée, 1991.

EN IMAGES...

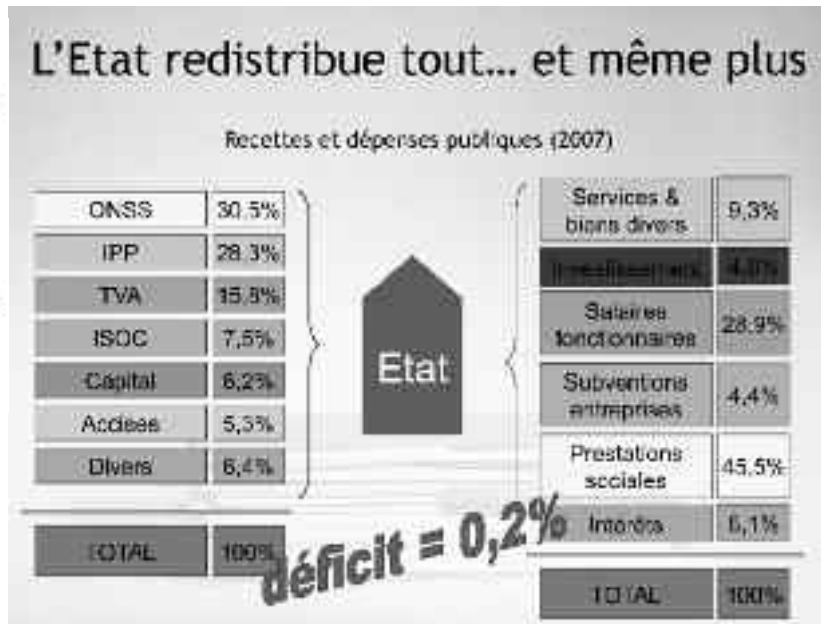
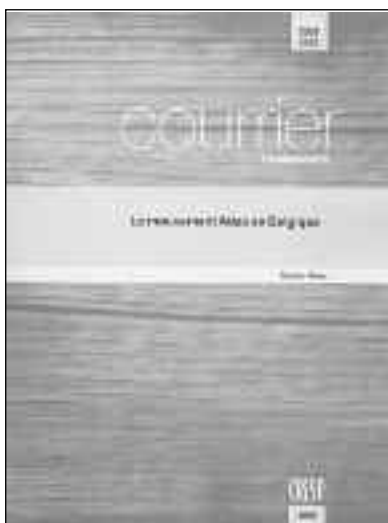


Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd/2.0/be

SOPHIE HEINE

LE MOUVEMENT ATTAC EN BELGIQUE



Sophie Heine est membre d'ATTAC et docteure en Science politique de l'ULB.

A la demande du Centre de recherche et d'information sociopolitique, elle a fait porter son analyse sociologique sur les formes que prend l'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide au Citoyen en Belgique, et à vrai dire surtout sur les tensions qui la traversent.

Un premier avertissement : comme elle le signale elle-même page 12, son étude porte davantage sur le mouvement dans la partie francophone du pays que sur ATTAC-Vlaanderen. De plus, elle vit à Bruxelles, et c'est tout naturellement surtout sur les locales bruxelloises qu'elle se penche, ce sont essentiellement des membres d'AB1 et d'AB2 qu'elle a interviewés, ou en tout cas qu'elle cite.

Dans la première partie, où elle parle de la naissance du mouvement et des premières tensions, elle oppose une dynamique locale, c'est-à-dire la création de groupes locaux avec chacun leur personnalité (et d'ailleurs aussi leurs personnalités, leurs membres-phares en quelque sorte), et l'effort de certaines grandes ONG comme le CNCd et Oxfam-Magasins du Monde pour mettre en place une coordination nationale. A vrai dire, en 2001, quand nous avons organisé le Congrès européen citoyen en

contre-sommet à Ecofin en même temps qu'une grande manifestation en prélude à celle de Laeken en décembre, je n'avais même pas perçu les réticences d'une coordination régionale ou nationale.

L'opposition portait moins, en fait sur l'existence d'une coordination que sur son rôle. En janvier 2004 à Gembloux, c'est effectivement une majorité liégeoise et la locale de Bruxelles 1 qui l'ont emporté (si l'on emploie un vocabulaire confrontationnel) en imposant la primauté du travail sur le terrain en locales, par rapport à un renforcement de pouvoir centralisé.

Quand l'auteure évoque la crise d'ATTAC-France (p. 38 et dans l'introduction), elle parle de « changement complet de direction », ce qui est ambigu. Certes, l'équipe de tête, le bureau, a complètement changé, mais le cap est-il différent ?

Dans la seconde partie (Idéologie et stratégie), elle reprend les principaux chantiers d'ATTAC : la justice fiscale et donc entre autres les taxes qui lui ont servi de point de départ, une Europe sociale, la défense des services publics, et la défense du droit au travail. Elle montre comment approche keynésienne et marxiste peuvent se combiner. Lorsqu'elle en vient aux positions politiques, j'avoue avoir un peu de mal à comprendre la distinction entre « une vision libérale-représentative » et « une approche démocratique plus radicale » (p. 50), ceci d'autant plus qu'elle a fort bien mis en évidence la façon dont une démocratie directe spontanée peut mener à la prise de pouvoir de quelques-uns là où des formes plus strictes de représentativité devraient permettre de relayer des avis parfois divergents. Il y a, me semble-t-il, une certaine confusion entre forme de représentation politique (et là le suffrage universel instaure quand même une égalité qui n'est pas seulement formelle) et pouvoir économique dans un système d'appropriation privée des moyens de production. Comprendre cette différence permettrait peut-être d'éviter les discours de certains représen-

Recension par Christine Pagnouille

tants d'Attac au niveau européen, qui en appellent à la démocratie participative sans voir apparemment ce qu'elle peut receler comme piège.

Deux remarques supplémentaires : un traité scelle des accords entre pays et ressort de la diplomatie et donc de consultations discrètes ; il est antinomique avec une constitution, qui à l'instar de toute loi, doit être soumise à la publicité la plus grande et à l'approbation (des élus) du peuple ;

Hugo Chavez, cité en exemple de comportement non démocratique par Laetitia Sedou, a donné plusieurs gages récents de son respect des décisions populaires.

Si « local contre global » me semble une fausse opposition, puisque ces deux niveaux sont complémentaires, la crise planétaire dans laquelle nous sommes entrés permet de dépasser aussi les tensions « réforme contre révolution ». Oui, c'est bien le système qui est en cause, et nous pouvons sans faux-fuyant utiliser le mot anti-capitalisme.

Sophie HEINE

Le mouvement Attac en Belgique,
Courrier hebdomadaire du CRISP
n° 2003-2004, 2008

L'AFFAIRE DES AFFAIRES 1. L'argent invisible

Recension par Christine Pagnouille



Un récit rétrospectif en 17 chapitres pour 200 planches, donc un récit nerveux où quelques cases (toutes en noir et blanc, avec souvent beaucoup de noir) reconstituent des

situations complexes. Est-ce toujours suffisant pour des lecteurs qui ne connaîtraient pas du tout le contexte ? Difficile à dire.

La plume d'Astier trace de magnifiques portraits (j'adore l'élégance du juge Van Ruymbeke, la bonne bouille de Denis Robert).

Partant de la pseudo-affaire Clearstream en France l'été 2006 (les listes de personnalités politiques qui seraient compromises par des comptes dans cette chambre de compensation), il remonte jusque dix ans plus tôt, son boulot à *Libération*, la décision de quitter ce travail de journaliste payé pour ne pas dire certaines vérités qui dérangent et de se lancer dans l'écriture. Après un 'vrai' roman (*Je ferai un malheur*), il se lance dans un essai nourri par ses investigations dans le milieu financier (*Pendant les affaires les affaires continuent*) et est pris dans un engrenage de rencontres avec des juges anti-mafieux. Ceci va mener à l'appel de Genève en 1996

(très belle case où l'on voit les intervenants s'installer, suivie d'une pleine double page pour montrer l'auditoire et les interventions en quelques bulles juxtaposées).

La fin de ce premier épisode l'amène à la veille de sa rencontre avec Ernest Backes à Luxembourg, donc juste avant qu'il ne plonge dans la boue de Clearstream. L'avant-dernière planche rappelle Alice sur le point d'être agressée par un jeu de cartes, et la dernière se perd dans les nuages. Un parking poste frontière là tout en bas, tout petit, des lignes à haute tension et une voix pathétique à force de répétitions, qui essaie de rassurer sa femme, de se rassurer. Plus personne.

Denis ROBERT, Yan LINDINGRE et Laurent ASTIER,
L'affaire des affaires. 1. L'argent invisible (Dargaud, 2009)

CABARET YA BASTA !

Le spectacle de la compagnie Jolie Môme on en sort sur un nuage, en se demandant d'ailleurs pourquoi on en sort, pourquoi on ne sort pas tous ensemble dire que ça suffit, que les travailleurs

exclus ou exploités, les peuples niés, les terres confisquées, YA BASTA ! Musique qui vous emporte, voix, contre-basse, accordéon... des corps qui parlent aussi,

avec toujours au-dessus de la scène le drapeau rouge déployé.

Si vous l'avez raté, c'est le moment d'aller voir où les retrouver :

<http://www.cie-joliemome.org/>



OUVRAGE COLLECTIF

DU DISCOURS POLITIQUE AU DISCOURS EXPERT

Recension par Christine Pagnouille

En reprenant les termes d'Olivier Starquit, « Les mots... aboutissent à une nouvelle construction de la réalité politique et sociale. Le langage est destiné, selon les cas, à faire accepter le monde tel que les intérêts de la classe dominante le façonnent ou à désarmer ceux qui auraient tout intérêt à lutter contre ce monde pour en faire advenir un autre »¹. Nous le savons, bien sûr, que les mots ne sont pas neutres, qu'ils déterminent la façon dont nous appréhendons le monde. Le mérite de ce dossier, qui s'inscrit explicitement dans le sillage de deux livres essentiels dans le domaine du détricotage sémantique, ceux coordonnés par Rist et par Durand², c'est qu'il permet d'objectiver notre intuition par quatre études de cas portant respectivement sur l'OMC, la Banque mondiale, la Commission européenne et des syndicalistes au niveau européen. Comme le rappellent les deux coordinatrices, la généralisation de ce 'discours expert' a comme effets une 'homogénéisation lexicale' qui appauvrit la pensée et en parallèle une confusion constante entre objectifs et solutions. Le discours expert est irréfutable par définition et jamais soumis aux mises en question qui fondent la validité du discours scientifique. Comme il com-

bine l'évidence et l'hermétisme, il coupe les ponts, prévient tout dialogue, et partant, tout débat politique.

Jean-Louis Siroux se penche sur les rapports annuels de l'Organisation mondiale du commerce et y examine les métaphores qui sous-tendent la non-communication, le recours systématique à des termes sans rapport avec une quelconque réalité empirique et la façon dont les critiques, qu'elles proviennent de pays pauvres ou de mouvements altermondialistes, sont écartées comme résultant d'une analyse incorrecte.

Francine Mestrum (et non Françoise comme imprimé p. 9) montre comment la Banque mondiale redéfinit et la pauvreté et le rôle des états : « la lutte contre la pauvreté n'est pas une affaire de politiques sociales [comme le développement de services publics] mais relève des politiques macroéconomiques, de la libéralisation des échanges et des équilibres budgétaires » (p. 31). Elle commente les stratégies rhétoriques qui lui permettent à la fois de suggérer des fondements scientifiques à son discours et de laisser toujours une porte ouverte en cas d'échec.

A partir d'un relevé d'occurrences, Roser Cussó analyse le discours de la Commission européenne sur la 'société de la connaissance' et

montre qu'il se focalise sur l'adéquation des compétences et des besoins du marché de l'emploi. Les pouvoirs publics ne sont que des acteurs parmi d'autres. La possibilité d'un conflit quant aux options d'enseignement est gommée par la récurrence de termes comme 'consensus', 'partenariat' et 'consultation'.

Enfin, à partir d'une série d'entretiens, Anne-Catherine Wagner cherche à savoir comment le vocabulaire du militantisme et celui de l'expertise se combinent dans le discours de militants syndicaux au niveau européen. Elle constate que les termes relatifs aux conflits et aux revendications restent bien présents, et même que l'expertise est revendiquée dans le vocabulaire de la militance. Voilà donc un terrain où il reste de la place pour la confrontation, et donc pour le changement, puisque l'expertise en définitive, sert à rendre intouchables des mécanismes sociaux qui nient tout à la fois le fonctionnement de la démocratie et l'existence d'injustices sociales.

Notons *a contrario* qu'un texte comme le rapport d'Olivier De Schutter (rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, voir

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G09/107/65/PDF/G0910765.pdf?OpenElement>), c'est tout sauf du 'discours expert'.

¹Olivier Starquit, *L'Individu privatisé. Le service public pour la démocratie*, Espace de libertés, 2009, p.31.

²Gilbert Rist (éd.) *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Genève, IUED, 2002 ; Pascal Durand (dir.), *Les Nouveaux Mots du pouvoir. Abécédaire critique*, Bruxelles, Aden, 2007.

Roser CUSSO et Corinne GOBIN (dir.) *Du discours politique au discours expert*, revue *Les mots*, n°88 (ENS éditions, novembre 2008)



Illustration de Thom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd/2.0/be

Un petit livre rouge tirant sur le brun, couleur de terre fertile, et un double titre qui part dans deux directions opposées. La première partie, *L'Individu privatisé*, renvoie au constat de l'emprise de l'idéologie de la compétition capitaliste telle que notre comportement 'par défaut' est celui de consommateurs-entrepreneurs, réduits à des monades en désérence dans un « modèle de servitude euphorique » (62) ; la seconde, *Le service public pour la démocratie*, résume le projet de société solidaire qui y est esquissé.

Il s'agit d'une synthèse claire de positions presque sans équivoque, qui sont aussi celles d'ATTAC. Il commence, et c'est réjouissant, par souligner l'importance des mots : la façon dont le vocable 'Etat-Providence', par exemple, suggère un citoyen passif qui attendrait quelque manne céleste alors que l'Etat social, comme il devrait plutôt s'appeler, c'est un système de protection des plus faibles acquis de haute lutte ; de la même manière, le terme 'gouvernance' apparu dans les années 1990 et maintenant utilisé dans toutes les sphères d'activités, publiques comme privées, sert à « brouiller la différence entre Etat et société civile » (29). Caractérisée par « une hypertrophie du pouvoir exécutif, la perte de toute substance du travail législatif parlementaire et sa

mise en concurrence avec la société civile qui se substitue au peuple souverain » (29-30), la gouvernance contribue à « délégitimer les techniques de la démocratie représentative » (30, cité de Philippe et Madeleine Arondel, *Gouvernance, Une démocratie sans le peuple*, 2007). Autre exemple, la substitution, par la Commission européenne, de l'appellation 'Service d'intérêt général' à 'Service public', sous prétexte que la notion de service public n'existe pas partout en Europe, dans le but d'éviter toute implication sociale idéologique ou politique, au risque de confusion et d'incompréhension (p.39).

Avant de démontrer, dans un paradoxe apparent, que l'économie 'libéralisée' et dérégulée a besoin des Etats et des institutions internationales, l'auteur examine différents mécanismes de privatisation, y compris dans ce qui peut apparaître comme des secteurs aussi intangiblement publics que la santé ou l'enseignement, en insistant tout particulièrement sur le caractère pernicieux des partenariats public-privé, puisque, quelles que soient les proportions, c'est la logique du privé qui prévaut (18). Ce qui ne peut que réjouir les partisans de la privatisation généralisée telle qu'elle est prévue par l'Accord général sur le commerce des services (dont la contradiction dans les termes n'est

presque plus perçue), ratifié en janvier 1995, qui mène à l'article 133 du traité d'Amsterdam (1997), au terme duquel c'est le commissaire en charge du commerce qui représente l'UE aux négociations de l'OMC.

Face à ces attaques contre la cohésion sociale, Starquit rappelle le rôle central des services publics en respectant les principes qui doivent présider à leur application (voir p. 51, 65, 79).

L'écriture est claire et compréhensible, mais pas toujours élégante, et marquée parfois par l'influence de l'anglais ('résulter en' ?). Je note aussi qu'au dernier chapitre, au milieu d'excellentes pistes ancrées dans des expériences concrètes, l'auteur ne souligne pas le danger que peut représenter l'association avec une société privée dans la production d'énergie (78), pas plus qu'il ne définit ce qu'il entend par 'démocratie participative', puisque la notion de 'société civile' a été fort opportunément discréditée, il s'agit probablement de formes de contrôle local sur l'exercice des mécanismes démocratiques.

Ceci dit, voilà une mise au point qui fait du bien. Vive la laïcité économique !

Olivier Starquit, *L'Individu privatisé - Le service public pour la démocratie* (Espace de Libertés, 2009)

IGNATIO RAMONET,**Le Krach parfait**

En moins de cent cinquante pages, l'ancien directeur du *Monde Diplomatique* dessine, à partir de la suspension de la convertibilité du dollar en or par Nixon (1971), les origines du 'Krach Parfait' ainsi que le développement de celui-ci (2007-2008).

A partir de faits repris de l'actualité, l'auteur fait apparaître l'échec radical du néolibéralisme prônant la déréglementation des marchés et

permettant la spéculation financière à outrance.

Il insiste sur le caractère unique de ce Krach Parfait dans l'histoire des crises du capitalisme non seulement par son ampleur dans les champs de l'immobilier, de la banque, de la finance, de l'économie, de l'industrie et du social, mais également par le fait qu'il éclate à un moment de l'histoire où se conjuguent crises énergétique, climatique et alimentaire avec un changement

Recension par Aloys Moray géopolitique dans les rôles occupés par les Etats-Unis et la Chine.

Il conclut par des perspectives qui permettraient une économie plus démocratique.

Ce livre de circonstance, d'une lecture aisée, facilitée par son découpage en chapitres et sous chapitres, est tout autant un ouvrage d'initiation de qualité.

Ignatio RAMONET, *Le Krach parfait* (Editions Galilée, 2009)

PAMPHLET POUR LA FÉE MÉDIA

PALESTINE

«Quand la vérité n'est pas libre, la liberté n'est pas vraie.» Jacques Prévert

Mais bon dieu ! Ils sont tous alignés !

Ou presque...
Dans l'uniformité c'est le même tambour
Ondes, images, écrits confondus.
Le petit doigt sur la couture.
Ils saoulent le «bon peuple».
Amusent, distraient, et font plaisir aux «Grands».
Ils organisent aussi le silence menteur.
Brodent sur BHV faux divers, détricotent.
Bref ! De l'incommensurable camelote et...
Je persiste et signe, mesdames, messieurs les encenseurs
(n'en déplaise à l'orthographe, j'écris deux petits «m» vengeurs)
La vérité ne perd jamais ses droits !
Ces gens de Palestine
par vos écrits pervers
vous les avez tués une seconde fois !
«Pensez donc, Ma Chère, ils ont égratigné les tanks
emprisonnés de fleurs, de dollars, de haine et ce, à coup de pierres».
En parcourant «Soir» au «Matin», sans oublier «Midi»,
ces multiples jumeaux,
on se nourrit de prose parfumée de silence et d'opprobre
et l'on crée ces faux rois
qui, Barak ou Livni - c'est du pareil au pire -
nous sont représentés en Colombes, au choix,
ces Faucons de... la paix pour soi.
Le bon vieux temps du terrorisme de Sion
s'entoure d'ombres sur nos ondes,
sur la terre rouge fleurissent les murs, les chaînes et les
croissants de bois.
Dans la nuit sombre je revois l'ombre de «Treblinka».
Ils étaient vingt et cent, hier encore cent cinquante
couchés par la mitraille et la pierre à la main.
Et le chiffre demain ?
Nous le saurons peut-être si l'étoilée rayure
Permet que l'on élève cet index quémandeur.
Combien faudra-t-il de sang, de misère

De larmes, de fer, d'acier, de feux, de rage
Dans ce gigantesque carnage
Pour avoir droit...à la première page !
Vous distillez les larmes et parlez d'autre chose
en habillant vos feuilles, le son, l'écran de rose :
«...le petit prince tousse, Mathilde est revenue
le roi pleure son chat, Le Standard a perdu
et le Koosooooo – étourdi par les bombes – se dit indépendant.
Le Président s'affaire, tout pour l'Afghanistan
Notre pape est charmant, alléluia ! alléluia !
Et vive le foot, la pub, et les Aristo...Chahs».
Vous bavez d'Adamo ! Sa fontaine et son eau !
La Palestine en a si peu...Marauds !
Redis ton chant Grand Jacques ! Le diable est toujours à
propos
«...dans tous les journaux de partout
tous les salauds ont leur photo, ça va...»
Votre petite liberté est bien celle des banques
et la bourse applaudit les dernières indécences.
C'est bien lourd à porter...Je vous plains et...je chante
pour la vraie liberté.
La liberté des pauvres.
La liberté des Juifs, des Arabes et des Autres.
La liberté des peuples, de toutes les couleurs.
La liberté - enfin - libre du capital.
Liberté du travail.
La liberté d'aimer, de vivre, de mourir,
de manger, de boire et de rire.
La liberté de la pensée.
La liberté des fleurs, des roses, et du lilas.

PALESTINE...TU VIVRAS !

Freddy BERNARD
Novembre 2000 – février 2009

Plus de bombardements un peu trop voyants sur la
« bande de Gaza », mais l'embargo est toujours là, et le
Mur sillonne la Cisjordanie ; les oliviers périclissent, les
eaux sont détournées. Les colonies s'étendent.



Simone Claes, Ramallah, La Mouqata'a, 2003

L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

http://www.local.attac.org/liege/pages/agnd_F.html




Jeudi 28 mai, 19h30 (heure à confirmer)

Le Ciné-club d'Attac, en partenariat avec l'A.S.B.L. les Grignoux, vous invite à la projection du film « Chomsky & C° », d'Olivier Azam et Daniel Mermet. (Voir encart)
Au cinéma Le Parc, 22, rue Paul-Joseph Carpay à 4020 Liège


Lundi 1er juin, à 19h30 *

Réunion du groupe de coordination d'ATTAC Liège

Vendredi 12 juin, à 19h00

 AG festive pour célébrer les dix ans d'ATTAC Liège.
Avec Sophie Heine : « ATTAC hier et aujourd'hui. Bilan et perspectives ».
Et à manger, et à chanter, et à danser... (Voir encart)
Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée

Samedi 19 et dimanche 20 septembre

 Université pour tous,
Temps des crises, temps des cerises
(voir encart)
Au Centre culturel de Seraing, 44, rue Renaud Strivay à 4100 Seraing

Samedi 12 et dimanche 13 décembre

Week-end d'action pour le climat. Sommet des Nations Unis et contre-sommet altermondialiste pour encourager des positions radicales.
A Copenhague

* **Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée**

L'AUTRE AGENDA

Vendredi 15 mai, à 19h30

Projection du documentaire « Elo », de Babi Avelino. Ce documentaire sur le Haut Xingu et ses peuples trace, à travers plusieurs points de vue, un portrait de la relation tellement fragile entre les habitants des villages indigènes d'une part et le monde rural et urbain de l'Etat du Mato Grosso d'autre part.
Projection suivie d'une table ronde avec la réalisatrice et les partenaires : ICRA, FIAN, Identité Amerique Indienne, Handinnage, Article 23 ASBL.
Salade bar bio dès 18h30.
A la Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège

Samedi 16 mai, à 13h30

Les amis du monde diplomatique Belgique et l'ASBL Barricade organisent une après-midi de réflexion sur le thème « Quel imaginaire de gauche au XXIe siècle ? », avec Jérôme Vidal et Mona Chollet.
Infos : Olivier Starquit, amd1g@teledisnet.be ou 0495/267 224
A la Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège

Samedi 16 et dimanche 17 mai, de 14 h le sam. à 16 h le dim.

Week-end de formation-débat « Dette et migrations »
Organisé par le groupe Droit du CADTM
Voir le site du CADTM pour programme détaillé et prix.
(<http://www.cadtm.org>)
Inscriptions avant le 10 mai.
Informations et inscriptions : Stéphanie Jacquemont stephanie@cadtm.org ou Laeticia Some ticia56@yahoo.fr
Avec le soutien du département Éducation permanente de la Communauté Française.
Espace Belvaux, rue Belvaux, 189 - 4030 GRIVEGNEE

Jeudi 11 juin, de 19h30 à 22h00

Conférence-débat « L'Union européenne : les raisons du non », avec Sophie Heine, de l'ULB.
A l'initiative des Amis du Monde diplomatique.
Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée

Du vendredi 3 au dimanche 5 juillet



Première université d'été du réseau CADTM Europe (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde). Au cours de ce week-end résidentiel, la crise capitaliste sera analysée dans ses multiples dimensions : crise financière, crise sociale, crise de la dette au Sud et au Nord, crise alimentaire, crise climatique etc. Au-delà du diagnostic, il sera aussi et surtout question d'envisager les résistances et les alternatives, de montrer qu'un autre système est aussi nécessaire que possible.
Plus de 100 personnes sont attendues pour discuter, dans plus de vingt ateliers et trois plénières, des grandes questions concernant les politiques européennes, la colonisation, la dette au Nord et au Sud, les migrations, le genre, l'altermondialisme, l'écologie, les médias, les crises, les alternatives...
<http://www.cadtm.org>
Des espaces pour les enfants seront aménagés pendant la journée.
Infos et inscriptions : 04/226 62 85 ou virginie@cadtm.org
A Wépion

Du mercredi 7 au jeudi 15 octobre

Semaine d'Action Mondiale contre la Dette et les Institutions Financières Internationales (IFI)
Des centaines de réseaux et organisations du monde entier se mobiliseront à l'occasion des rencontres annuelles d'automne du FMI et de la Banque Mondiale.